



LES INCERTITUDES DE LA CONTESTATION SOCIALE EN CHINE

Jean-Louis Rocca

(Directeur de recherche au CERI-Sciences Po)

Il se passe des choses bizarres en Chine. Depuis le début de l'année, on assiste à un ensemble d'événements surprenants et contradictoires. Après les « révolutions arabes » (on parlait de révolutions du jasmin en Chine), une répression assez féroce a frappé un certain nombre de dissidents qui ont « disparu ». Un amendement au code de procédure pénale qui donne la possibilité à la police de détenir tout suspect « qui met en danger la sécurité de l'État »¹, devrait être adopté par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. La censure s'est accrue dans les médias et les milieux de la recherche, sans être pour autant plus efficace qu'auparavant. Enfin, les forces de police ont renforcé leur présence un peu partout. Pourtant, en contradiction avec cet apparent durcissement du contrôle politique, on a libéré quelques opposants – Ai Weiwei, Ran Yufei, Guo Feixiong, Jiang Tianyong² – et les limites fixées à leur liberté d'expression semblent être à géométrie variable. Ai Weiwei est théoriquement interdit de présence dans les médias mais le *Global Times*, journal tout ce qui a de plus officiel, a publié une longue interview de

1 *South China Morning Post* (ci-après SCMP), 31 août 2011.

2 SCMP, 11 août 2011 et 15 septembre 2011.

lui. L'artiste a critiqué le contenu de cet article qu'il a jugé trop modéré et *Newsweek* a fait paraître un entretien au vitriol d'Ai Weiwei sans susciter de réaction policière jusqu'à ce jour³. Enfin, les journaux se font de plus en plus l'écho de l'explosion des conflits sociaux et du mécontentement de la population. Ainsi, le *Nanfang Zhoumo*, l'hebdomadaire sans doute le plus critique du pays, poursuit sa dénonciation des malversations bureaucratiques ou ses révélations sur l'incompétence des fonctionnaires.

Dans un autre domaine, la nouvelle réglementation, adoptée en janvier 2011, qui limite la réquisition des terres des paysans rencontre certes de sérieuses difficultés d'application, comme le montrent les récentes émeutes⁴. Celles-ci s'expliquent par la résistance des bureaucraties locales qui tirent de substantiels profits de la spéculation immobilière. Pékin a d'ailleurs de nouveau lancé une violente campagne contre des fonctionnaires indécents jugés responsables de ces troubles sociaux⁵. Face à cette réalité embarrassante, la plupart des observateurs continuent d'utiliser les deux grilles d'analyse qui dominent le champ intellectuel. Pour la première, les signaux contradictoires s'expliquent par la perpétuation d'un pouvoir post-totalitaire face à une société de plus en plus indignée. En Chine comme en Occident, on redonne du lustre à la séquence historique largement mythifiée selon laquelle la prospérité économique produirait une classe moyenne qui, à son tour, ferait advenir la modernité. Les contradictions qui viennent d'être repérées ne seraient alors que le produit de l'action d'un pouvoir aux abois qui, face à une société qui ne s'en laisse plus compter, doit cependant lâcher du lest. La seconde grille s'appuie sur la bonne vieille explication culturaliste : décidément, la Chine, « ça n'est pas pareil ». Au pire, nous ne pouvons rien y comprendre, au mieux seul Confucius peut nous aider à décrypter la singularité de ce pays.

Essayons une autre méthode qui consiste, tout simplement, à considérer la Chine comme une société certes singulière mais normale. En cessant de le voir comme un fossile de la guerre froide ou le produit d'une « civilisation plusieurs fois millénaire » peut-être le pays nous apparaîtra-t-il de façon moins confuse ? Une société normale est une société dans laquelle le politique est immergé dans le social et dans laquelle il est impossible d'isoler un « quartier général » du « pouvoir » ou de la « résistance ». Pourquoi la Chine ne serait-elle pas le lieu d'émergence de phénomènes politiques générés par une configuration d'un tel ordre ? Ce n'est pas parce que la démocratie représentative n'y a pas encore apporté ses bienfaits que les élites ne doivent pas tenir compte du

3 SCMP, 11 septembre 2011.

4 Par exemple, dans plusieurs villages proches de la ville de Lufeng (Guangdong), des paysans ont détruit des véhicules de police et pris d'assaut des bâtiments officiels (SCMP, 25 septembre 2011). Ils accusaient les autorités locales et les promoteurs d'avoir organisé le vol de plusieurs centaines d'hectares de terres.

5 57 fonctionnaires ont été sanctionnés, 31 d'entre eux sont sous le coup d'une enquête criminelle en relation avec 11 dossiers d'expulsions forcées qui avaient tous débouché sur des incidents violents et des morts.

peuple⁶ ni que celui-ci a renoncé à peser sur les décisions politiques. De ce point de vue, les « contradictions » actuelles ne sont que l'expression de tendances diverses à l'intérieur de l'appareil qui, loin d'être déconnecté du « social », repose solidement sur lui.

Il existe aujourd'hui un problème de fond : la réforme politique. Des élites au peuple, tout le monde s'accorde à reconnaître que la Chine devra se démocratiser. Les opinions ne divergent que sur le rythme et le mode de passage à l'institution démocratique. S'il existe un consensus contre l'adoption de changements trop brutaux – ceux que prônent les « dissidents » –, il semble clair que les tenants d'une ligne plus modérée ont contribué à obtenir les libérations évoquées ci-dessus. Peu de signataires de la charte 08, qui prêchaient une démocratisation rapide, ont été inquiétés et certains continuent même à occuper des positions officielles. Le recours à la force ou, au contraire, l'assouplissement de la répression illustre l'influence des partisans de la manière forte ou de ceux qui sont favorables aux accommodements. Il est logique de penser que, lorsque les dirigeants prennent peur, les bruits de bottes se font entendre. Notons aussi que les termes de « relâchement » ou de « raidissement » ne doivent pas être interprétés comme la marque d'une opposition entre « libéraux » et « conservateurs ». L'objectif est le même, pour tous : la préservation de l'ordre public et le maintien des élites en place. Seuls les moyens d'y parvenir font débat. Doit-on ou non utiliser la manière forte pour faire évoluer la société ?

À un niveau de critique politique plus modéré, le mélange des genres est d'ailleurs devenu la règle commune. De nombreux conseillers de gens haut placés sont des intellectuels ou des activistes des mouvements sociaux⁷, tandis que les députés des différentes assemblées – qui font, sans nul doute, partie des élites – jouent, souvent avec conviction, leur rôle de « représentants » cooptés des catégories sociales du pays. Parmi les élites aussi, chacun aimerait être mieux assuré de sa position dominante. Les hommes d'affaires prospères peuvent chuter à tout moment, les fonctionnaires être destitués arbitrairement, etc. Un droit efficace permettrait à chacun, quelle que soit sa place dans la société, de profiter de la prospérité. C'est aussi dans ce cadre que l'on doit comprendre la contradiction apparente entre, d'un côté, des politiques et des réglementations qui veulent protéger les citoyens des malversations diverses et, de l'autre, l'incapacité des autorités à les mettre en pratique. Le droit est le produit de combats politiques et, dans le cas chinois, il suppose une double lutte de pouvoir : celle qui oppose un gouvernement central à des gouvernements locaux et, au sein de ceux-ci, des bureaucraties les unes aux autres. À ce titre, l'exemple des réquisitions/achats de terres, qui constitue aujourd'hui le principal facteur d'instabilité sociale, est éclairant. Les textes protègent les propriétaires légitimes mais cette protection risque

6 Le ministère de la Sécurité publique a dernièrement ordonné à ses différentes structures de mieux utiliser les réseaux sociaux (*Agence France Presse*, 27 septembre 2011).

7 Des homosexuels aux propriétaires d'appartements en passant par les écologistes ou les défenseurs des droits des travailleurs.

de remettre en cause tout un ensemble de rentes. En effet, les ventes de terres représentent souvent une part importante des ressources fiscales des autorités locales, l'immobilier étant l'un des moteurs de la croissance économique qui procure des revenus annexes aux fonctionnaires.

De tous ces combats politiques, nous ne percevons que ce que les participants veulent bien nous montrer lorsqu'ils en appellent à l'opinion publique. C'est une donnée fondamentale : les débats et les luttes politiques restent confinés dans le cadre étroit des gens habilités. Les autres jouent leur rôle mais les règles sont fixées dans l'ombre. Enfin, n'oublions pas le contexte dans lequel les dirigeants perçoivent les questions d'ordre public. La panique qui a saisi les classes dirigeantes depuis le printemps dernier ne peut se comprendre sans évoquer le peu de connaissance du monde que possèdent les dirigeants et les intellectuels chinois. Sans cette faiblesse, les autorités chinoises ne se seraient pas identifiées aux dictateurs arabes, la situation au Maghreb et au Moyen-Orient ayant peu de points communs avec la réalité chinoise. Les causes de cette méconnaissance de l'étranger sont multiples⁸ mais celle-ci constitue, sans nul doute, l'un des facteurs avec lequel il faudra compter pour comprendre l'évolution du politique en Chine.

⁸ Parmi elles, le nombre infime d'étudiants chinois qui travaillent sur les sociétés des pays étrangers, de chercheurs qui travaillent sur des sociétés extra-chinoises, l'idéologie de la singularité chinoise, etc.